



l'étincelle

Bureaux partagés,
bâtiments à louer...
Comment Renault
profite de la crise

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 2 mars 2021

Pour les droits des femmes

Lundi prochain 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Cette année, il y a une raison de plus de donner de l'ampleur aux rassemblements, aux manifestations ou aux grèves prévues ce jour-là : les retombées de la crise sanitaire ne font que creuser les inégalités, dont celles, criantes, entre les hommes et les femmes.

Une crise qui frappe plus durement les femmes

La crise sanitaire dure depuis un an et a plongé dans la pauvreté les plus précaires, dont en premier lieu les femmes. Les femmes travailleuses, dont les salaires sont plus bas que ceux des hommes et qui sont plus nombreuses dans les emplois précaires. Les retraitées, dont beaucoup ont de petites retraites amputées souvent par des années sans emploi. Des femmes plus vulnérables économiquement, malgré leur rôle essentiel de « première de corvée », car elles sont très majoritaires dans les services ou le tourisme, touchés de plein fouet.

En octobre dernier, un rapport du FMI pointait les effets inégaux de la crise au niveau mondial. Ce que confirmait une récente enquête menée sur l'impact de la pandémie sur l'égalité femme-homme au travail, et qui révélait que la crise affecte plus durement les femmes et leur moral.

L'année passée a également été marquée par les restrictions de nos libertés de déplacement, couvre-feux ou confinements, dont l'utilité sanitaire est contestable lorsqu'il faut s'entasser dans les transports en commun pour aller travailler. Mais qui a eu surtout la charge des enfants dans les périodes sans école, quand la cantine y était fermée ?

Les statistiques ont pointé à quel point ces mesures ont provoqué une hausse considérable des violences faites aux femmes. Les signalements ont augmenté de 36 % au printemps 2020, puis de 60 % lors du deuxième confinement, par rapport à 2019. Des hausses similaires ont été enregistrées ailleurs comme en Espagne ou au Brésil.

Montée des idées réactionnaires

Chaque crise économique est aussi synonyme de reculs pour les droits fondamentaux, comme ceux des femmes pour leur émancipation. C'est le cas en Pologne, où, fin 2020, le gouvernement ultra-

conservateur a décidé l'interdiction de l'avortement. Mais cela a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes cet automne et de nouvelles manifestations ont eu lieu le 27 janvier dernier.

En France, les possibilités d'accueil des centres d'IVG ont été réduites, et les manifestations se sont multipliées contre les fermetures de centres. Une proposition de loi visant à prolonger le délai légal de l'avortement de 12 à 14 semaines a été retirée suite à l'obstruction des sénateurs LR et centristes, alors qu'en 2018, 2 000 femmes qui avaient dépassé le délai légal de 12 semaines de grossesse ont dû se rendre à l'étranger (aux Pays-Bas, au Royaume-Uni ou en Espagne), afin d'effectuer une IVG.

Le combat de tous

Au Maroc, c'est le viol d'une petite fille de cinq ans qui a suscité une mobilisation. Au Nigeria, c'est celui d'une étudiante puis de nombreux témoignages de victimes qui ont levé une vague d'indignation, dans ce pays où le code civil autorise les hommes à battre leur femme pour les « corriger ». Le 30 décembre dernier, en Argentine, c'est avec des cris de joie que des dizaines de milliers de manifestants défilaient dans les rues : après des années de combat, une loi autorisant l'avortement était enfin imposée.

Et ce qui vient aussi de marquer l'actualité en France ce sont, en juillet dernier, des rassemblements réunissant des milliers de personnes pour dénoncer la nomination des nouveaux ministres Darmanin et Dupond-Moretti, au cri de « un violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice ».

Les acquis des luttes, comme les droits féministes peuvent être constamment remis en cause par les gouvernements successifs. La mobilisation de toutes et de tous pour défendre l'égalité et obtenir de nouveaux droits est donc toujours nécessaire, le 8 mars et au-delà, car elle fait partie d'un mouvement d'ensemble pour une société plus juste et égalitaire, débarrassé du capitalisme et du patriarcat.

Salaire des mauvais jours

Les Négociations Annuelles Obligatoires auraient abouti à 0,3 % d'augmentation en 2021 selon la direction. En fait, 0,2 % concernent des augmentations mécaniques liées à l'ancienneté. Il reste donc 0,1 % pour de rares bénéficiaires. C'est donc un blocage des salaires. Silence par contre sur les primes des dirigeants. Si on savait combien ils gagnent pour restructurer, ça pourrait mettre en colère.

Technocentre à vendre

Après avoir externalisé à tour de bras ces dernières années, Renault va s'auto-externaliser... en mettant en vente sa Société Civile Immobilière, la Foncière SCI Plateau de Guyancourt filiale de Renault et propriétaire du Technocentre, d'ici 2022. Si ce projet se confirme, Renault devra donc louer ses propres locaux pour que ses salariés puissent y travailler. Jusqu'où s'arrêtera la direction de Renault pour trouver du cash ?

Une forteresse en papier

N'ayant plus besoin d'autant de surface suite aux externalisations, aux délocalisations et aux bureaux partagés, la direction de Renault envisage de ne plus occuper qu'une partie du Technocentre, laissant le Gradient, l'Odyssée et même l'Avancée à d'autres entreprises. « *Nous allons confirmer le rôle du Technocentre comme une forteresse de la technologie de Renault et tout faire pour concentrer ces moyens, les rendre plus puissants dans l'avenir* », affirmait encore Jean-Dominique Senard en novembre 2020. Au vu des projets immobiliers, ça ne saute pas aux yeux.

Des volontaires désignés d'office

Renault délocalise les bancs HIL des ateliers 7B/9B de la Ruche. Les prestataires de Serma, qui les exploitent, perdent ainsi leur job. Mais avant, Renault leur demande de former leurs remplaçants indiens. La semaine dernière, plusieurs dizaines d'entre eux ont été convoqués au siège de Serma à Guyancourt pour les forcer à signer des candidatures à une Rupture Conventionnelle Collective. Des candidatures spontanées et bien-sûr volontaires ...

Les sur-Douai de la grève

Le 17 février, plus de 150 salariés de Renault Douai ont débrayé spontanément contre une hausse de la cadence du montage de 27 à 30 véhicules par heure. Une quarantaine d'entre eux ont interpellé des chefs dans leurs bureaux. A Douai, 200 salariés sont sans travail et mis au chômage partiel, et les intérimaires ont été renvoyés. Il y a du travail pour tous, à condition de le partager. Plus de quatre heures de débrayage ont obligé la direction à remettre la cadence à 27 véhicules. Comme quoi, rien ne vaut un bon débrayage !

C'est quand les vraies vacances ?

Le chômage partiel un jour par semaine va durer au moins jusqu'au 13 août, et il n'y aura quasiment plus de dérogations. En plus de la perte d'un jour de congé sur cinq chômeés, il faudra poser aussi trois jours de congés entre avril et mai. Il ne va pas rester grand-chose pour les congés d'été.

Aide-toi, le partiel t'aidera

La direction demande de réduire l'activité pour s'adapter au chômage partiel. D'habitude, c'est l'inverse. Ce détournement du chômage partiel doit permettre à Renault d'économiser 20% sur la masse salariale... aux frais du contribuable et des salariés.

Service minimum

Renault met la pression sur les sociétés prestataires qui s'occupent des Services aux résidents. Ces rabais sur leurs contrats se traduisent par des suppressions d'emploi au TCR avec mutations ou licenciements comme à Elior ou Engie. Ces gros groupes ne sont pas sur la paille. En cas de baisse d'activité, il faut baisser le temps de travail pour que tout le monde garde son emploi.

Un fauteuil pour deux

La première tranche des travaux de rénovation des plateaux tertiaires de la Ruche se termine. Les équipes projet Echo, CMFB ou de la Mécanique vont s'installer bientôt aux connecteurs 5A/5B, où une mauvaise surprise les attend : les bureaux partagés, avec un ratio d'un bureau pour deux salariés. Ce n'est pourtant pas la place qui manque au TCR.

Scène déménagement

À partir du 15 mars, une partie des salariés vont déménager dans les nouveaux plateaux du Re-TCR. Un déménagement allégé puisqu'il faut aussi passer au tout digital : plus d'armoire, de papiers, et même plus de bureau personnel. Ça déménage par le vide.

Le zèle De Meo-phytes

A quoi servent les directeurs du Design ? Une question qui se pose depuis que Luca De Meo n'arrête pas de revoir les designs des nouveaux véhicules. On voit que ce n'est pas lui qui se tape le boulot pour tout refaire ensuite.

Même pas mal

Renault annonce 8 milliards de pertes en 2020, mais cela a fait à peine baisser l'action Renault. Elle a même été multipliée par 2,5 depuis le 1^{er} confinement. Plus Renault supprime des emplois, plus les investisseurs sont satisfaits et plus l'action monte.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre